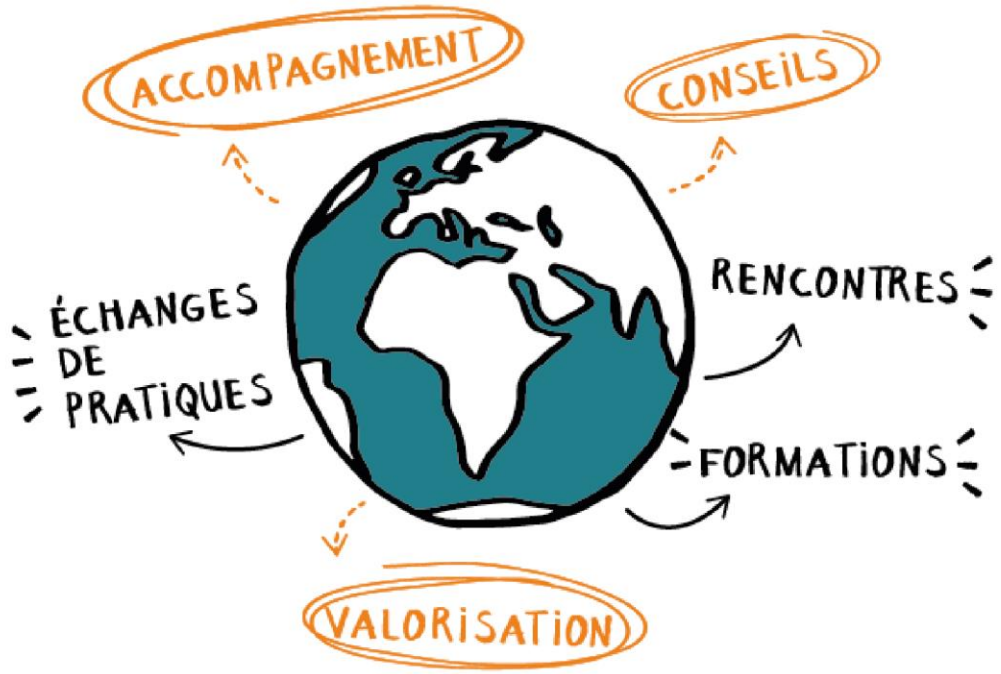
PROJET ASSOCIATIF 2017-2022

LE RÉSEAU DES ASSOCIATIONS JEUNES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



ÉTUDIANTS & DÉVELOPPEMENT

ÉTUDIANTS & DÉVELOPPEMENT

PLAN

Un Projet Associatif, pour quoi faire ?

1) Notre contexte, nos constats, notre diagnostic

A. *L'engagement des jeunes et des étudiant·e·s en France : quel constat, quels enjeux ?*
B. *Le contexte social et économique, et son évolution*
C. *Le milieu de la Solidarité Internationale*
D. *Quelle place pour les associations étudiantes et jeunes de SI aujourd'hui et d'ici 2030 ?*

2) Qui sommes-nous aujourd'hui ?

A. *Historique*
B. *E&D en chiffres, état des lieux aujourd'hui*
C. *Nos valeurs*
D. *Nos missions aujourd'hui*
E. *Notre composition – Qui participe au projet E&D ?*

3) Notre vision et notre stratégie pour Etudiants & Développement à l'horizon 2022

A. *Renforcer la structuration et l'assise régionale du réseau*
B. *Devenir l'interlocuteur de jeunesse incontournable des pouvoirs publics sur les questions de Solidarité Internationale*
C. *Accompagner, accélérer et poursuivre les parcours d'engagement dans la SI des jeunes et des étudiants*
D. *Développer les actions internationales d'E&D*

4) Organisations et Moyens

A. *Gouvernance*
B. *Espaces d'influences et d'implications*
C. *Modèle économique durable*
D. *Partenariats*

Un Projet Associatif, pour quoi faire ?

E&D a fêté en 2013 ses 20 ans. Si cela peut sembler long, 20 années, c'est finalement peu pour un réseau de jeunes comme E&D. Son histoire en témoigne : que de générations de jeunes engagé·e·s et d'associations accompagnées, formées et valorisées ! Et quel cheminement mouvementé ! E&D n'est aujourd'hui plus le réseau qu'il était naguère[1], et il n'est certainement pas celui qu'il sera dans 10 ou 20 ans. De fait, à l'aune de ces deux premières décennies, il nous semblait important d'ancrer une histoire, une identité et un chemin.

C'est un 2013, alors que le guide sur l'histoire des 20 ans était en cour de finalisation, que le Conseil d'Administration (CA) a pour la première fois acté la rédaction de ce Projet Associatif. Au-delà de cette envie de réfléchir collectivement à ce que nous étions et à ce que nous souhaitions faire ensemble, le CA souhaitait également, par la rédaction de ce document, redonner de la cohérence à tous les projets menés par le réseau. En effet, nombre de ceux-ci, et les plans d'actions qui en découlaient, étaient régis par les financements annuels ou pluriannuels, notamment publics, que le réseau mobilisait auprès de ses principaux financeurs.

De fait, les actions internationales, mission donnée à la tête de réseau en 2010, manquaient parfois de liens avec les actions nationales, celles-ci perdant alors en lisibilité. Il apparaissait donc essentiel pour le CA de redonner corps et cohésion aux actions du réseau, tout en les inscrivant dans une dimension prospective, en fixant ainsi un cap clair et une vision – à dimension politique - au projet associatif d'E&D.

Il est vrai que la rédaction de ce Projet Associatif fut longue et complexe ! Trois générations de président·e·s s'y attelèrent, soutenus par tout autant d'administrateurs · trices et d'équipes. La tâche n'était pas simple : tout en renforçant la connaissance de sa propre histoire, il s'agissait pour le réseau d'approfondir sa connaissance du contexte et des enjeux du monde à l'orée 2030, d'y affirmer sa vision de la Solidarité Internationale, et d'en tirer ainsi des missions, des orientations stratégiques et des moyens d'action.

Après plusieurs travaux et réflexions, l'Assemblée Générale 2014 du réseau a ainsi acté plusieurs parties de ce projet : les principales missions d'E&D – au nombre de 7 – sa composition et ses cibles. Elle ensuite renvoyé au CA élu la finalisation de Projet Associatif. Celle-ci aura pris 3 ans.

Comme vous le verrez dans le document que nous introduisons, les différents CA, à partir de nombreux documents et sources d'inspiration, ont ainsi travaillé la connaissance du contexte d'intervention des actions du réseau, l'identité de celui-ci et surtout dressé 4 grandes orientations stratégiques dont découlent des moyens de mise en œuvre. Souhaitant inscrire ce projet associatif dans la temporalité de l'Agenda mondial des Objectifs de Développement Durable (ODD), le CA 2016-2017 propose ainsi une feuille de route claire pour les 6 prochaines années. A notre sens,

[1] Cf. Partie 2 « Notre histoire »

celle-ci remplit entièrement l'objectif premier qui avait été donné à la construction de ce Projet Associatif : en partant de ce qu'est le réseau aujourd'hui, montrer le chemin de demain.

Il nous semble important de préciser en conclusion que ce Projet Associatif n'est en rien figé. Il se veut bien sûr évolutif et charge à nos successeur·e·s – nous leur faisons confiance - de l'amender et de le compléter. Car c'est bien la clé et la force de notre réseau : notre capacité à re-questionner nos actions et à inventer continuellement et collectivement les leviers d'un monde plus juste, plus durable et plus solidaire.

Bonne lecture !

Antoine Mathieu	Jean Russo	Cathy Le Goff
Président d'E&D 2012 - 2014	Président d'E&D 2014 - 2016	Présidente d'E&D

1) Notre contexte, nos constats, notre diagnostic

Afin d'orienter au mieux son action et les missions que le réseau souhaite se fixer à moyen et long terme, il paraît essentiel de dresser tout d'abord des constats et des enjeux propres aux différents contextes d'intervention dans lesquels le réseau et ses membres se déploient. 4 principales thématiques semblent aujourd'hui essentielles dans l'analyse :

- L'engagement de jeunes et des étudiants, leurs formes et les évolutions possibles
- Le contexte mondial et européen
- Le milieu de la Solidarité Internationale
- La place qu'occupent et que souhaitent occuper E&D et ses membres dans ces espaces

A. L'engagement des jeunes et des étudiant·e·s en France : quel constat, quels enjeux ?

Afin de consolider son analyse de l'engagement des jeunes, et en particulier celui des étudiant·e·s qui représentent une majorité des membres et publics des actions du réseau, il convient de mobiliser quelques savoirs permettant d'en appréhender au mieux les formes et les enjeux. Si cette analyse ne se veut pas exhaustive, elle dresse néanmoins quelques éléments structurants permettant d'ancrer les actions d'E&D dans un contexte.

En matière d'engagement, nombre de théoricien·e·s appuient leurs analyses sur le modèle développé par Jacques Ion, qui dresse à la fin des années 90 une évolution dans les formes d'engagement. Il théorise le passage d'un engagement dit « timbre » - engagement caractérisé par un attachement fort et long à la fois à une structure et à une cause - à un engagement dit « post-it »[2], ou distancié quant à lui caractérisé par une multiplicité des formes et causes d'engagement, plus courtes dans le temps et sans attache à une ou des structures en particulier. Si le modèle a bien sûr ses limites, il montre néanmoins bien comment l'individualisation progressive de la société a entraîné des transformations importantes dans les formes d'engagement, notamment des jeunes, au début du XXIème siècle.

De fait, il est possible d'affirmer que les engagements des jeunes, et en particulier des étudiant·e·s ont ainsi profondément évolué au cours des deux dernières décennies. Il est aussi important de souligner que la question de l'engagement est aujourd'hui intimement liée à la construction identitaire des individus qui les portent. Ainsi, « la question des identités accompagne celle de la singularité : […] l'engagement devient-il un moyen d'exister socialement et de se définir en tant qu'individu notamment à une période de la vie où la construction identitaire est

[2] Ion, Jacques, *La fin des militants ?* Editions de l'Atelier, 1997

décisive ? »[3]. Par ailleurs, « la question du rapport à la politique des individus croise celle de l'objet de l'engagement : l'engagement est-il ouvertement politique ? [..] Quelles sont les valeurs saillantes des étudiant·e·s engagé·e·s ? Pourquoi s'engagent-t-ils·elles et comment ? »[4].

Ces questions apparaissent aujourd'hui essentielles pour les actions qui pourraient être mises en œuvre par Etudiants & Développement. Quelques éléments de réponse peuvent y être apportés. Tout d'abord, notons qu'il existe un enjeu sur les terminologies utilisées pour qualifier les engagements des étudiant·e·s. Si nombre d'entre elles·eux ne se reconnaissent pas forcément dans des engagements dits « militants » ou « politiques », l'engagement n'en reste pas moins un levier structurant de la « politisation » - au sens d'une participation progressive du ou de la citoyenne « au politique » - des jeunes engagés, notamment de par leurs fonctions « d'espace d'expérimentation » et de « laboratoire démocratique ».

Par ailleurs, il est important de rappeler que les motivations et types d'engagements sont multiples, évolutifs et surtout complémentaires, chacun·e pouvant mobiliser une ou plusieurs motivations pour expliquer les raisons de son engagement. Peuvent notamment être cités « l'engagement pansement, l'engagement de cause, l'engagement à vocation professionnalisante ou encore l'engagement comme réponse aux « épreuves identitaires »[5]. S'articulant les uns aux autres, et variant d'une personne à l'autre, ce sont ces différents types de motivation qu'il convient de prendre en compte pour appréhender les projets associatifs que peuvent porter les jeunes et les étudiant·e·s, d'autant plus dans des dynamiques collectives ou ces motivations se croisent, se mêlent voire s'opposent. Et cela est d'autant plus important dans un contexte où l'engagement est un « outil de singularisation particulièrement complexe puisqu'il permet aux étudiant·e·s de s'affirmer en tant qu'individus au sein d'une université de masse. […] Il permet un bricolage identitaire, la quête de sens s'accompagnant d'une quête d'épanouissement. »

Enfin, se pose la question du « but à atteindre » ou de « l'objectif » de ces différents types d'engagement. S'il est clair que les formes d'engagement sont aujourd'hui plus variées que ce qu'elles ne pouvaient l'être – l'engagement « sacrificiel » étant par exemple aujourd'hui peu caractéristique de l'engagement étudiant – cette diversification n'enlève en rien l'intensité et la volonté de changement qui se manifestent par la mise en œuvre de ces engagements. Loin de regretter un certain engagement « politique », « transformateur », voire « révolutionnaire », il nous semble aujourd'hui essentiel d'affirmer que « les étudiant·e·s, dont les engagements se veulent pragmatiques mais intenses […] ambitionnent des résultats rapides mais durables. Si ces étudiant·e·s n'aspirent pas

[3] Thoury, Claire, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques,* 2017

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*

au grand soir, elles·ils aspirent tout de même au changement mais sont convaincu·e·s que ces changements ne peuvent se faire que progressivement, si chacun·e fait sa part, et sans nier les individualités. ».

B. Le contexte social et économique, et son évolution

Contextes mondiaux, européens, nationaux et locaux sont en mutation. L'interdépendance des crises, leur augmentation font qu'aujourd'hui, notre génération ne vivra pas mieux que toutes les précédentes. Face aux populismes, enjeux climatiques, migratoires, des voix s'élèvent cependant entre mobilisations citoyennes et émergence d'une citoyenneté mondiale.[6]

C. Le milieu de la Solidarité Internationale

a) Un milieu qui se transforme

Dans le contexte cité, il apparaît presque « évident » de mentionner que les acteurs et actrices qui composent le spectre de la Solidarité Internationale sont en pleine évolution. Sans être exhaustif dans l'approche historique, il n'est cependant pas certain que le secteur évolue davantage, et plus rapidement, que ce qu'il a pu faire en d'autres temps et d'autres lieux. Il convient cependant d'analyser les mutations à l'œuvre récemment, et ainsi que les changements d'une configuration d'acteurs et d'actrices qui a longtemps prévalu, mais qui semble aujourd'hui en transformation.

Longtemps structuré autour des grands collectifs associatifs – au premier rang desquels ceux qui ont fondé Coordination SUD, à savoir le CNAJEP, le FORIM, le CRID, la CHD (ancienne coordination d'Agen), le Groupe Initiative et le CLONG-Volontariat – il nous semble assister cependant à une évolution du clivage du milieu de la Solidarité Internationale en deux grandes familles : celle dite du Développement et celle dite de l'Urgence. Si les causes de cette évolution sont aujourd'hui complexes à définir, il nous semble possible d'apporter quelques éléments de réponses.

Tout d'abord, la transformation du monde telle qu'elle a été décrite, et notamment la fin des « grandes théories »[7] qui avaient succédé à la chute du mur de Berlin et l'Empire soviétique dans les années 90, ont affecté les mobilisations citoyennes mondiales qui en ont suivi – au premier lieu desquelles le mouvement altermondialiste – et remis en cause les leviers de changement que ces mouvements étaient en capacité d'entraîner. Si les sociétés civiles se structurent, la « convergence des luttes » reste un projet lointain, mis en difficulté par une

[6] Partie explicitée en annexe 1

[7] Ce terme renvoie ici aux théories qui ont structuré les approches du développement au cour du 20ème siècle, de la pensée marxiste, à l'approche libérale. C'est une référence explicite à *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* de Francis Fukuyama

globalisation qui s'accroît et qui rend complexe la construction d'une parole citoyenne et solidaire commune dans un monde aux contextes multiples.

Par ailleurs, les formes de mobilisation citoyenne ont aussi considérablement évolué. L'essor du numérique et les transformations de l'accès à l'information (développement d'internet et des réseaux sociaux, et des médias en tout genre d'une manière générale), les problématiques du monde sont aujourd'hui beaucoup plus accessibles que ce qu'elle ne l'était à la fin du XXème siècle. Si cette instantanéité de l'information a eu pour effet pervers « d'insensibiliser » les citoyen·e·s européen·e·s, elle n'en reste pour autant pas moins un formidable levier de changement social, à partir du moment où celle-ci est utilisée à bon escient.

En outre, le monde de « l'Humanitaire » a lui aussi connu de profondes transformations : les crises de 2005 (Indonésie) et de 2010 (Haïti) ont notamment montré les dérives et les limites du système humanitaire, autoproclamé « apolitique » et tirant sa légitimité de la seule considération de sauver des vies, quel qu'en soit le coût. Les critiques d'une pratique parfois jugée néo-colonialiste se sont fait fortes. De plus, le contexte explicité a et va continuer d'entraîner des mutations dans ce secteur : simultanéité de crises lourdes en nombre sans cesse accru, difficultés d'accès, insécurité croissante des personnels, sous-financement, coûts exponentiels de la normativité et modes d'action innovants grâce aux progrès technologiques, etc.

Enfin, la professionnalisation et la bureaucratisation de l'aide, impulsée entre autres par le monde anglo-saxon et les grands bailleurs de l'Aide Publique au Développement ont de fait entraîné des transformations importantes dans la structuration même des associations de Solidarité Internationale et des ONG. D'une solidarité ancrée dans la motivation et le bénévolat, beaucoup d'organisations sont aujourd'hui sommées de prouver leurs compétences, leurs plus-values et leurs « expertises », qui interrogent la place même de l'engagement citoyen au sein de la Solidarité Internationale.

b) L'apparition de nouveaux acteurs ici et là-bas et de nouveaux enjeux

Outre ces transformations internes aux acteurs du milieu, il est important de noter que le milieu de la Solidarité Internationale fait aussi face (sans forcément de connotation négative) à l'apparition de nouveaux acteurs qui bousculent l'écosystème existant, entraînant là aussi une reconfiguration importante des acteurs. Sans être exhaustifs, il nous semble important de citer 3 types d'acteurs nouveaux qui alimentent notre analyse du milieu.

En France tout d'abord, le milieu associatif a été marqué par une série de nouveaux acteurs se revendiquant de « entrepreneuriat social » ou de « l'économie sociale et solidaire » (ESS). S'il est important de rappeler que les associations dans leur globalité se sont toujours revendiquées de l'ESS, ces nouveaux acteurs, par les modes d'organisation, de structuration, d'actions et de communication ont eu un

impact non négligeable sur les transformations qu'a pu connaître le secteur associatif en général, poussant ainsi un certain nombre d'associations à repenser leurs propres modalités d'intervention. En matière de solidarité internationale, poussée par un contexte porteur, de nombreuses initiatives se sont développées dans ce champ. On peut citer pêle-mêle la micro-finance ou encore les activités génératrices de revenus (AGR) – dont les limites ont largement été explicitées[8] – mais qui là aussi réinventent des formes de coopération, innovantes ou non, et concourent ainsi à la transformation du milieu de l'engagement.

Il semble également important de citer l'émergence des acteurs dits « du Sud ». Dans le contexte décrit, et après plus de 20 années de « renforcement des capacités », de nombreuses organisations des sociétés civiles locales se sont aujourd'hui structurées. Le besoin en « compétences » est aujourd'hui beaucoup moins vrai que ce qu'il ne pouvait l'être à une certaine époque, et l'on assiste ainsi de plus en plus à la transformation des rapports de partenariats entre ONG « du Nord » et associations « du Sud ». Si l'iniquité dans l'accès aux financements internationaux reste une problématique importante pour ces structures, force est de constater – et c'est une bonne chose – que leur structuration a un impact non négligeable sur les méthodes et approches d'interventions des associations françaises, participant là aussi à la reconfiguration du milieu.

Enfin, il est un acteur qui devient de plus en plus incontournable aujourd'hui : le secteur privé lucratif. Bénéficiant principalement de la baisse de dotations et subventions publiques aux associations – dans un contexte déjà cité de globalisation accrue, d'affaiblissement des Etats-Nations et de persistance des enjeux de lutte contre la pauvreté et le réchauffement climatique – le secteur privé marchand s'est progressivement imposé dans le champ du développement à la fois en tant que principal contributeur financier de l'aide, mais aussi – et c'est nouveau – comme un opérateur au même titre que les institutions bilatérales et multilatérales (citons dans ce deuxième cas de figure l'exemple de la Fondation Gates, dont le budget annuel dépasse celui de nombreuses agences bilatérales de coopération européennes). Dans ce cadre, et il conviendra d'être attentif, on ne peut que s'interroger sur le pilotage politique des activités d'aide mises en œuvre par ces structures qui contrairement aux Etats et Agences multilatérales ne sont soumises qu'à très peu de redevabilité[9] et de contrôle citoyen.

[8] On peut citer ici comme ressource *La Politique de l'autonomie* d'Esther Duflo

[9] Le concept de redevabilité peut se définir comme l'obligation de rendre compte à un ensemble de parties prenantes, qui sont généralement définies par les réglementations nationales et internationales. Tous les acteurs publics et privés ont généralement cette obligation de redevabilité, vis-à-vis des citoyens (rapports d'activités, financiers, contrôle des comptes, etc.), d'autant plus dans le cadre de financements publics. Cela dit, les acteurs privés lucratifs sont, dans la pratique, moins contraints à des processus de redevabilité que les institutions ou les acteurs privés non lucratifs, comme les associations.

c) Quels nouveaux enjeux ?

A la lumière de ces reconfigurations, il nous semble important de souligner 3 nouveaux enjeux propres au secteur de la Solidarité Internationale qu'il conviendra de prendre en compte dans les actions mises en œuvre par E&D.

Tout d'abord, dans un contexte de renversement des rapports Nord-Sud, et de transformation des modes d'engagement, il apparaît clairement que l'engagement en Solidarité Internationale ne se traduit plus forcément par un engagement « là-bas ». Portés depuis plusieurs années par un certains acteurs, comme EDUCASOL, de nombreuses actions visant à expliciter les liens d'interdépendance qui existent entre nos modes de vie et les impacts que ceux-ci peuvent avoir là-bas sont développées sur les territoires.

Longtemps intitulées actions « d'Education au Développement », les projets « d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale » (ECSI) sont aujourd'hui pensés comme des leviers essentiels de changement, et reconnus en tant que tel par les pouvoirs publics. Pour rappel, les objectifs de l'ECSI sont clairs : par des techniques d'éducation populaire, de réflexions collectives de participations, d'animations, l'ECSI souhaite favoriser le développement de l'esprit critique de tout un chacun afin de conscientiser les rapports de domination et d'oppression globaux et locaux, responsables du creusement des inégalités et permettre aux individus de se sentir dans le collectif, de vouloir faire société, pour à terme, la transformer. De fait, si les acteurs historiques de ce champ continueront à être moteurs sur cette thématique, il est probable que cette reconnaissance de l'importance de l'ECSI entraînera certaines transformations, favorisant ainsi l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles approches.

Un deuxième enjeu identifié est celui de la montée en puissance des approches « multi-acteurs ». Intimement liées au poids accru des acteurs privés lucratifs et à l'apparition de nouveaux acteurs au sein du milieu, et incitées par les pouvoirs publics, ces nouvelles dynamiques vont de fait entraîner une mutation des projets et de leurs modalités de mise en œuvre, notamment en associant à ces structures des logiques, des motivations et des fonctionnements différents. S'il conviendra de rester prudent quant aux effets pervers de ces nouvelles approches – comme la disparition progressive du contrôle par les pouvoirs publics des finalités des projets – ces nouvelles modalités de coopération auront de fait un impact sur la configuration des acteurs de Solidarité Internationale.

Enfin, l'une des principales transformations à l'œuvre dans les logiques d'intervention des acteurs de Solidarité Internationale est lié au constat de plus en plus croissant de la nécessité de sortir de la « logique de silo » qui a longtemps prévalu dans les approches, qu'elles soient sectorielles, territorialistes ou sociales. Si des logiques corporatistes perdurent, il apparaît de plus en plus évident aujourd'hui que les changements nécessaires à un monde plus juste, durable et solidaire doivent forcément être pensés comme systémiques. L'économie ne peut se penser sans le social, l'éducation sans la santé ou encore l'agriculture sans le travail. S'appuyant sur

un cadre de pensée – celui du « développement durable », avec les limites que l'on en connaît[10] – cette nouvelle façon de « penser le développement » entraîne des mutations profondes dans les approches des acteurs et dans la mise en œuvre de leurs projets.

D. Quelle place pour les associations étudiantes et jeunes de SI aujourd'hui et d'ici 2030 ?

a) Les jeunes et la globalisation : l'émergence d'une culture de l'international.

Avec la médiatisation de la mondialisation et l'émergence de crises multiples globalisées, les jeunes citoyen·ne·s de France et d'ailleurs ont pris conscience de l'interdépendance de leurs existences et de la nécessité de chercher et construire ensemble des solutions globales. Ainsi, parmi les nombreux champs d'actions investis par les associations étudiantes, la Solidarité Internationale (SI) est de loin l'un des plus plébiscités. Cela se matérialise dans deux grands champs d'action : les microprojets de développement et l'ECSI.

Pourtant, cet engouement des jeunes ne trouve pas forcément sa place au sein d'ONG existantes. En tant que jeunes, leurs idées et conceptions de la SI de même que leur envie d'agir ne sont pas toujours prises au sérieux. Ils sont nombreux à se lancer dans la création de leur propre association qui se retrouve bien souvent « isolée » et agit sans lien direct avec les autres acteurs, associatifs et institutionnels, français et européens, de la Solidarité Internationale. De l'autre côté, les ONG instituées peinent à toucher massivement cette classe d'âge, faute d'une stratégie visible et durable en leur direction. Cette séparation est préjudiciable aussi bien aux organisations établies, qu'aux organisations de jeunes qui se privent d'un réseau d'acteurs disposant de nombreuses ressources, d'une multitude d'expériences et de possibilités d'actions.

Dans ce contexte, Etudiants & Développement est très souvent sollicité pour être un tisseur de liens entre les organisations de jeunes et les ONG bien établies. Sur la question de l'engagement des jeunes, la tête de réseau joue un rôle de premier plan en matière d'information, de sensibilisation et de mobilisation du public jeune et étudiant.

b) Une envie d'agir pas toujours bien accompagnée

S'il est essentiel de soutenir et d'encourager cette envie d'agir, il faut également accompagner ces jeunes porteurs de projets afin qu'ils soient en capacité de mener des projets pertinents et fondés sur les intérêts réels des pays et des bénéficiaires. En effet, beaucoup de jeunes sont mal préparés. Ce qui peut conduire à un impact limité, nul, voire négatif des projets mis en œuvre. Pour être efficace,

[10] Pour aller plus loin sur cette question-ci : *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative* de Serge Latouche

l'accompagnement doit être pensé comme un processus continu, débutant par la diffusion d'une information de qualité sur les enjeux du développement et de SI, se poursuivant par des cycles de formation adaptés et évolutifs et débouchant vers des perspectives de valorisation et de pérennisation de l'engagement des jeunes.

Afin de s'assurer de l'adéquation des initiatives étudiantes avec les besoins effectifs des populations et de l'inscription des projets dans une démarche de construction concertée, il est crucial pour les associations de se situer dans une dynamique partenariale avec des acteurs locaux. Cependant, la mise en lien avec les acteurs associatifs dans d'autres pays se révèle bien souvent difficile. En effet, il existe peu de cadres d'échanges sécurisés et la mise en relation des projets et des compétences est souvent aléatoire. La création de cadres d'échanges sécurisés, d'outils de mise en relation et de lieux d'expression partagés sont, pour cette raison, l'une des priorités du réseau E&D.

c) Des tendances à l'horizon 2030 qui se dessinent

Les projets menés par les associations étudiantes rentrent aussi bien dans les objectifs du développement durable (ODD), ainsi que dans la stratégie jeunesse du MAEDI.[11]

Toutes ces considérations, au regard des enjeux cités précédemment amènent à penser que les associations jeunes et étudiantes de SI et d'ECSI seront encore nombreuses à l'horizon 2030. D'une part, la somme de défis à affronter reste colossale. D'autre part, dans un monde où les mobilités s'accroissent, où les engagements se transforment, et où les peuples se rapprochent, notamment grâce au numérique, il y a fort à parier que les engagements des jeunes et des étudiant·e·s dans des dynamiques de Solidarité Internationale continueront à être parmi les plus nombreux dans les années à venir.

Sans se prétendre être un expert du sujet, il apparaît également que dans de nombreux pays du monde, les appétences citoyennes, démocratiques et solidaires, et notamment de solidarité internationale, se développent fortement. Là aussi, il est fort probable que les dynamiques portées par les jeunes dans d'autres pays soient d'ici 2030 beaucoup plus structurées, et capables de co-construire avec d'autres – notamment les associations françaises de jeunes et d'étudiant·e·s - des dynamiques de Solidarité Internationale équilibrées et porteuses d'innovations en matière de démarches et de pratiques. Ce faisant, il apparaît évident de prendre en compte ces changements en cours ou à venir, en France et à l'international, notamment en matière d'engagement citoyen et solidaire des jeunes, dans la mise en œuvre du projet associatif d'Etudiants & Développement à l'horizon 2030.

[11] Développé en annexe 2.

2) Qui sommes-nous aujourd'hui ?

A. Historique

Au début des années 1990, le Mur tombe, le bloc de l'Est également. Les frontières et les économies s'ouvrent et « *la conscience que tous les pays sont pris dans un mouvement global, émerge* »[12]. La société française voit exploser le nombre de jeunes diplômés du secondaire et donc de jeunes universitaires, avec eux·elles la volonté de s'engager et de donner du temps pour une cause. Parmi ces étudiant·e·s, nombreuses·eux sont celles et ceux intéressé·e·, engagé·e·s ou souhaitant étudier dans les secteurs de l'aide humanitaire ou de la solidarité internationale. Quand les ONG se professionnalisent d'un côté, les cursus en la matière font cruellement défaut. Le ministère des Affaires étrangères s'en mêle et lance alors un appel à initiatives aux ONG pour appuyer ce milieu étudiant désireux d'agir et pour offrir un espace d'accompagnement, et de structuration de ces initiatives. E&D voit alors le jour en 1993, sous l'impulsion des 3 structures réunies pour répondre à cet appel à initiatives : Ingénieurs Sans Frontières, Partenaires sans Frontières et OICS Medicus Mundi. Dès ses débuts et tout au long de son histoire, E&D n'a de cesse de faire valoir les valeurs qui sont encore les siennes en 2017 : celles de l'Education au Développement devenue ECSI, d'une vision solide et exigeante de la réciprocité, de la mise en lien et de l'accompagnement. Lors de sa première décennie d'existence, E&D est un centre de formations, de ressources, et propose des cadres formatifs basés sur les principes de la pédagogie active et reste fidèle à sa première devise dans ses activités et dans ses valeurs : « Informer, former, soutenir ».

E&D se constitue en tant que réseau au début des années 2000, grâce à l'impulsion et le soutien fort d'un autre réseau, administrateur d'E&D : Animafac. L'idée de constituer E&D comme un espace fédérateur inclusif fait son chemin tout comme l'ambition d'en faire un véritable espace représentatif des associations, jeunes et étudiantes, engagées sur des projets de SI. Alors que les fondateurs originels ne survivent pas au XXIe siècle (PSF et Medicus Mundi disparaissent respectivement en 1996 et 1998) ISF ne se reconnaît plus dans ce projet et se retire en 2003.

2004 est l'année du tournant : E&D adopte ses nouveaux statuts et devient un réseau ! 16 associations du réseau sont membres du CA et une équipe salariée opérationnelle se constitue doucement. Les liens se renforcent avec Animafac puisque celle-ci devient membre parrain d'E&D dans les mêmes années, tout comme Solidarité Laïque. Ces deux structures sont garantes de la stabilité du réseau. La décennie 2000 voit E&D acquérir une vraie reconnaissance en tant que réseau national des association étudiantes engagées sur l'ECSI et la SI : E&D rejoint le comité de pilotage de la Semaine de la Solidarité Internationale, s'engage plus amplement auprès d'EDUCASOL, de la Semaine du commerce équitable.

[12] « Il était une fois Étudiants et Développement, 20 ans d'engagements solidaires, E&D, 2013

5 ans plus tard, en 2009, E&D s'ouvre davantage à l'international : Guinée, Burkina Faso, Maroc… E&D rejoint des espaces tels que des Programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA), programmes de coopération de l'AFD. Ces derniers lui permettent de faire des rencontres décisives, menant à des projets propres à E&D et à ses partenaires. C'est notamment le cas du Carrefour des Projets, qui met en lien de jeunes associations françaises, guinéennes et marocaines pour monter des projets, puis, plus tard, du projet Etudiants et Citoyens au Maroc. L'accent est mis sur le lien, la réciprocité et l'interculturalité.

La décennie 2010 voit se confirmer la légitimité du réseau à porter et valoriser la voix des jeunes dans le secteur de la SI et de l'ECSI : E&D adhère à Coordination Sud, la plateforme des ONG françaises, ouvrant la voix à des instances similaires, au niveau européen. Cette même année est celle de la consolidation partenariale avec Animafac. Arrivé une nouvelle fois en soutien, Animafac passe de membre parrain, à membre permanent du CA d'E&D. Les deux réseaux ré-affirment officiellement leurs liens et E&D s'affirme officiellement comme l'expert « Solidarité Internationale » d'Animafac.

E&D, à l'horizon 2017 anime, forme, informe, accompagne et valorise ses associations membres. E&D, c'est le réseau par et pour les jeunes.

E&D en chiffres, état des lieux aujourd'hui

En 2015, E&D lance sa grande consultation nationale. Celle-ci, avait pour objectifs ambitieux, ceux de mieux connaître les associations membres ou non, leur vision de la solidarité internationale et leurs attentes par rapport au réseau. Plus de 400 jeunes engagé·e·s ont répondu, majoritairement issus des associations membres. Les résultats ont permis de faire ressortir les intérêts et les visions individuelles et collectives de la SI et de ses enjeux. Ainsi les mots « échange, partage et coopération » sont les plus plébiscités pour décrire la SI. On peut retenir plusieurs éléments de cette consultation :

- Une écrasante majorité des associations du réseau existent depuis plus de trois ans, et, pour 40 % d'entre elles, comptent plus de 100 bénévoles ;
- Les associations membres s'engagent sur plusieurs niveaux : des projets à l'international, bien souvent débutés via des projets universitaires, aux projets d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale ;
- Les projets menés à l'international se situent majoritairement en Afrique de l'Ouest et en Europe ;
- La cohérence entre attentes des associations du réseau (soutiens méthodologiques, formations, mises à disposition de ressources, valorisation) et les réponses d'E&D via ses événements et ses dispositifs (WEEeD, CAP, PIEED, etc.) est une réalité ;
- SI, ECSI, l'Economie Sociale et Solidaire, le Développement durable, l'éducation, les migrations et la santé sont les principales thématiques des projets de SI et/ou d'ECSI.

B. Nos valeurs, notre identité

- **L'engagement collectif comme élément fédérateur**

Nous sommes des jeunes engagé·e·s dans des associations et forts de notre diversité, nous croyons en l'intelligence collective.

Les dynamiques d'échange et de coopération, le respect de nos valeurs et de nos différences, définissent notre démarche de citoyenneté active et nous unissent.

Conscients d'une responsabilité collective face aux inégalités, nos actions, même modestes, nous permettent de tisser des liens et d'être forces de propositions pour créer de nouvelles solidarités.

Agir sur la vie de la cité et interroger nos visions du monde, sont notre contribution à la construction d'une citoyenneté internationale.

- **La solidarité internationale comme objectif**

La solidarité internationale est une façon de penser, d'être et d'agir ensemble, à toutes les échelles. La rencontre interculturelle et l'intelligence de l'autre font la richesse et la force de nos projets.

Ouverture, diversité d'origines, d'actions et de thématiques nourrissent notre regard critique.

Questionnant le modèle de développement dominant, nous affirmons l'urgence d'en changer et nous nous positionnons comme des bâtisseurs d'alternatives, basées sur un meilleur partage des richesses et l'accès universel aux droits humains

Nous défendons une solidarité internationale fondée sur la réciprocité des échanges, la participation de tous ainsi que sur la co-construction de partenariats durables, transparents, respectueux des compétences et des attentes de chaque partie.

- **L'éducation populaire comme philosophie**

Agir et informer, construire et éduquer sont indissociables. La démarche participative de l'éducation populaire nous permet de révéler et de renforcer la capacité de chacun à comprendre et agir. Elle s'appuie sur l'initiative citoyenne et l'implication de tous dans la conduite des projets, et porte une attention particulière à la cohérence entre valeurs et pratiques.

Cette philosophie s'incarne dans la primauté de la démarche sur le résultat, dans l'accompagnement, le droit à l'erreur et l'apprentissage entre pairs. Nous sommes convaincu·e·s que cette pédagogie par l'expérimentation favorise l'innovation et le changement.

- **Le réseau comme principe d'organisation**

L'organisation horizontale en réseau provoque les échanges et la mutualisation de pratiques, les partenariats et la confrontation d'idées. Réseau par et pour les jeunes, E&D est riche de l'indépendance, de l'autonomie et de la vitalité de nos associations.

Acteur à part entière dans le champ de la solidarité internationale, il est un incubateur et un moteur pour nos associations qu'il informe, accompagne et valorise.

Centre de ressources et vivier de compétences, le réseau est un « porte-voix ». Il interpelle nos pratiques et celles des acteurs de notre champ. En France comme à l'international, l'ouverture à d'autres réseaux renforce notre dynamisme et stimule nos réflexions.

C. Nos missions aujourd'hui

Les missions d'E&D sont d'intérêt général.

- Mission 1 : Animer un réseau national d'associations apprenantes dirigées par des jeunes partageant une vision de la solidarité internationale.

- Mission 2 : Accompagner un parcours d'engagement individuel et collectif dans la solidarité internationale.

- Mission 3 : Avec d'autres partenaires, participer à une nouvelle culture du partenariat à l'international.

- Mission 4 : Inspirer/influencer les ONG et les programmes de solidarité internationale tournés vers les jeune.

- Mission 5 : Appuyer les dynamiques naissantes de collectifs de jeunes en France, en Europe et dans le monde.

- Mission 6 : Faire connaître, valoriser les associations du réseau/ les pratiques des jeunes dans le but d'inspirer d'autres acteurs

- Mission 7 : Représenter la spécificité et la diversité des pratiques des associations membres au sein de coordinations, de plateformes, de collectifs ou autres regroupements d'intérêt général.

D. Notre composition – Qui participe au projet E&D ?

Etudiants & Développement (E&D) est une association nationale de solidarité internationale et d'éducation populaire animant un réseau d'associations qui cherchent à créer des liens de solidarité à l'échelle internationale.

Etudiants & Développement est composée d'associations déclarées de loi 1901, dirigées par des jeunes et/ou des étudiant·e·s qui ont choisi d'agir en réseau.

Le réseau E&D est ouvert à l'ensemble des organisations de jeunes et/ou d'étudiant·e·s qui se reconnaissent dans la charte d'E&D. La signature de cette charte permet de se situer parmi et auprès d'autres organisations qui partagent a minima une vision, des valeurs et une exigence en termes de solidarité internationale et de la vie associative et qui désirent progresser.

Le réseau est le plus largement ouvert et a vocation à rassembler un grand nombre d'organisations mais cette ouverture se base sur une vision qui, sans être excluante, n'a pas vocation à rassembler des sensibilités qui ne se reconnaissent pas dans la charte. Etudiants & Développement s'adresse aussi bien aux associations qu'aux personnes qui font vivre les valeurs de la solidarité internationale.

E&D est un réseau d'associations qui laisse leur place aux individus. Des personnes font vivre les associations du réseau ou s'apprêtent à les rejoindre, E&D s'adresse donc aussi à des personnes physiques à la fois comme contributeurs ou participant·e·s aux activités de l'association. A l'avenir, il conviendra de trouver une organisation qui ouvre la voie à leur participation pour que des personnes puissent trouver leur place au service du projet E&D.

Etudiants & Développement est un réseau national qui agit à la fois sur le territoire français, au plus près des associations ainsi à l'international sur des missions précisées ci-dessous.

E. Notre démarche pédagogique

Fondée sur des valeurs et des pratiques innovantes et propres au réseau et à notre identité, elle repose sur 8 principes :

- **Promouvoir de nouvelles pratiques de solidarité internationale**.

Les formations d'E&D véhiculent les valeurs d'E&D inscrites dans sa charte (Identité et Valeurs). Elles n'adoptent pas une approche technique mais insistent sur l'idée d'apprendre à élaborer des projets différemment – notamment par l'intelligence collective, les échanges, la co-construction d'un projet avec un ou des partenaires locaux – et d'interpeller sur les pratiques des associations de solidarité internationale. Nous cherchons à déconstruire les modèles dominants du développement, à prendre

le temps de parler du fond. Balayer les concepts comme : « concevoir ici et faire là-bas » sans vraiment s'intéresser aux populations locales ; partir pour partir. Il s'agit finalement d'introduire des pratiques différentes et d'accompagner des jeunes pour qu'ils se forgent des idées par eux-mêmes, qu'ils s'inspirent de ce qui a été fait par le passé pour le faire mieux.

- **Réfléchir ensemble.**

Les temps pédagogiques d'E&D ne visent pas à apporter des solutions toutes faites ou des kits techniques « prêts à l'emploi ». Ils ont pour objectif de permettre aux participant-e-s de prendre du recul et de se détacher des aspects pratiques pour s'interroger sur leur démarche de solidarité internationale. Les formations E&D sont autant d'étapes jalonnant le parcours des associations. Elles les interpellent sur des points que ces dernières n'auraient pas nécessairement anticipés. La finalité est d'encourager les participant-e-s à revenir sur des concepts qui semblent aller de soi, de réapprendre à apprendre.

L'animateur·trice organise des débats et des échanges entre participant·e·s et intervenant·e·s et les encourage à se saisir des thématiques abordées et à creuser leur point de vue. Les temps pédagogiques cherchent donc à stimuler l'esprit critique des participant·e·s en leur donnant des clefs pour comprendre les enjeux relatifs à la solidarité internationale. En somme, les temps E&D contribuent à l'engagement des jeunes citoyen·ne·s internationaux.

- **Favoriser les rencontres et les échanges.**

Les formations E&D s'enrichissent sans cesse de l'apport des participant·e·s, des associations membres, des animateur·trice·s, d'intervenant·e·s extérieur·e·s et de nos partenaires internationaux. Elles mettent en relation des jeunes à différentes étapes de leur engagement qui se nourrissent des expériences des uns et des autres. Les formations E&D permettent à des jeunes aux niveaux d'engagement différents, de partager leurs expériences, de rencontrer des intervenants extérieurs qui peuvent apporter un éclairage différent de celui que nous défendons et ainsi de favoriser leur insertion dans la sphère citoyenne.

Ces temps favorisent donc la mise en réseau de ces acteurs et la mutualisation de réflexions et d'outils liés à la coopération internationale et au milieu associatif. De plus, ils permettent à la fois de renouveler le réseau avec l'arrivée de nouveaux membres et de lui donner une réalité.

- **Co-construire une démarche pédagogique commune avec nos partenaires internationaux.**

Notre vision de la solidarité internationale se matérialise dans la construction de notre pédagogie. Nous échangeons régulièrement avec nos partenaires internationaux (des réseaux de structures proches des valeurs d'E&D) afin de nous

nourrir des expériences des uns et des autres. Cela passe notamment par des rencontres de jeunes et d'étudiant·e·s d'un pays à l'autre qui leur permettent d'expérimenter les différentes pratiques mises en place.

- **Rassembler des étudiant·e·s et des jeunes engagé·e·s.**

Les temps de réflexion proposés par E&D visent les jeunes engagé·e·s dans la solidarité internationale, en particulier les étudiant·e·s. Originaires des quatre coins du monde, les participant·e·s ont suivi des cursus différents mais ont tous en commun leur engagement associatif, leur motivation et leur ouverture d'esprit. Les faire se rencontrer et apprendre à se connaître est un élément qui est au cœur de notre démarche de réseau.

- **Proposer un cadre participatif et horizontal.**

La forme des temps pédagogiques s'adapte à un public majoritairement jeune en favorisant les échanges entre participant·e·s et intervenant·e·s. Si chacun est amené à contribuer aux débats, cela se fait toujours sur un mode horizontal : il n'y a pas de relations de hiérarchie entre les intervenant·e·s et les participant·e·s ni entre participant·e·s. Nous proposons un cadre de rencontres prédéfini tout en laissant aux intervenant·e·s extérieur·e·s une autonomie dans la manière d'aborder le sujet pour permettre aux participant·e·s de bénéficier au mieux de leur expertise. Lors des temps pédagogiques, la prise de parole de tou·te·s est respectée et souhaitée. Pour répondre au mieux aux attentes de son public, E&D utilise des outils ludiques et dynamiques créés par l'association ou inspirés, voire empruntés, à des associations du réseau et/ou d'autres acteurs associatifs. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour développer de nouveaux outils pédagogiques.

- **Stimuler le débat et libérer la parole.**

Garant de la charte pédagogique, l'animateur·trice E&D apporte des méthodes et du contenu complémentaire à ce qui a été dit. L'animateur·trice peut avoir une opinion propre, mais elle ne constitue en aucun cas une vérité générale devant être adoptée par tou·te·s. L'animateur·trice n'est pas un·e expert·e : sa posture est celle d'un facilitateur·trice de parole qui stimule le débat et encourage l'expression d'opinions différentes.

- **Evaluer et modifier notre approche et notre contenu pédagogiques pour rester au plus près des besoins des associations.**

Il est important pour E&D de se nourrir des expériences accumulées, de s'inspirer des retours qui sont faits dans l'objectif de toujours améliorer le contenu pédagogique. Cet aspect est primordial pour permettre un meilleur suivi des dynamiques associatives jeunes et permettre une appropriation des outils d'animation et des contenus par les associations.

3) Notre Vision et notre stratégie pour Etudiants & Développement à l'horizon 2022

Dans le contexte cité, et par rapport aux 7 missions fixées, E&D souhaite développer une planification stratégique de ses actions à l'horizon 2022. L'objectif principal est ici d'ordonner une mise en cohérence des différentes actions que le réseau peut mener, en France comme à l'international, et ne les cantonnant plus à la logique « projet » des différents bailleurs principaux.

Cette planification doit ainsi permettre à E&D de se fixer des orientations principales, ainsi que des objectifs, des moyens et principes d'actions, dressant une vision des activités du réseau pour les 6 prochaines années. Cependant, afin de ne pas tomber dans le « piège des chiffres », les objectifs ne sont pas complétés d'indicateurs quantitatifs, seules quelques indications étant données pour plusieurs orientations.

4 orientations d'E&D pour la période 2017-2022, en France et à l'international

A. Renforcer la structuration et l'assise régionale du réseau

Depuis 2011, E&D a renforcé sa présence en région, afin de pouvoir être au plus proche de ses associations membres ainsi que des nombreuses associations de jeunes qui existent sur les territoires, afin de pouvoir identifier au mieux leurs besoins et ainsi les accompagner dans leurs projets. Cette démarche a permis au réseau de fortement renforcer ses liens avec ses membres, et le développement de l'assise territoriale d'E&D apparaît aujourd'hui comme une orientation stratégique à mettre en œuvre. Elle a ainsi pour objectifs prioritaires :

- Identifier les associations et initiatives naissantes de Solidarité Internationale et d'ECSI portées par les associations de jeunes et d'étudiant·e·s
- Renforcer les liens entre la tête de réseau et ses membres
- Co-construire à l'échelle des territoires des dispositifs facilitant l'accompagnement des parcours d'engagement dans la SI des jeunes

Pour ce faire, E&D identifie plusieurs principes et moyens d'action lui permettant de développer cette assise. Tout d'abord, il conviendra de développer les actions et projets portés en consortium avec des réseaux nationaux et des acteurs régionaux. Dans un principe de subsidiarité et de complémentarité, il convient pour E&D d'appuyer les nombreuses dynamiques territoriales, et non de les concurrencer, en y apportant des plus-values propres au réseau : son savoir-faire pédagogique, sa dimension « par les jeunes », ainsi que ses différents niveaux d'intervention (du local à l'international). Dans cette dynamique, deux principales catégoriques de partenaires possibles sont visés :

- **Les réseaux nationaux avec lesquels E&D a noué des partenariats stratégiques**. Ainsi, E&D renforcera l'articulation de ses actions avec les réseaux d'associations étudiantes et jeunes (en premier lieu Animafac, mais

aussi le REFEDD (Réseau Français des Étudiants pour le Développement Durable), ISF, Starting-Block, le PEJ (Parlement Européen des Jeunes, ESN (Erasmus Student Network), etc.), en y portant sa caractéristique internationale. Par ailleurs, E&D développera également des partenariats forts avec des réseaux nationaux importants pour ses membres, de par leur nature ou leur thématique d'intervention. Sont notamment ciblés ici le Festival des Solidarités, le FORIM ou encore les fédérations d'Education Populaire comme la Ligue de l'Enseignement

- **Les coordinations associatives et les réseaux régionaux multi-acteurs** : Pierres angulaires des dispositifs d'accompagnement des jeunes sur les territoires, E&D est convaincu de leur rôle essentiel et ne souhaite en aucun cas s'y substituer. L'expérience d'E&D en la matière a montré combien il était important de développer des actions complémentaires permettant de renforcer ces dynamiques régionales. Ce faisant, E&D souhaite continuer à nouer des partenariats stratégiques avec des acteurs régionaux œuvrant dans le même champs (RRMA, CASI, coordinations associatives, etc.), son implication sur des territoires étant au préalable souvent conditionnée à la co-construction de ces partenariats.

Par ailleurs, de par la caractéristique même de son réseau, il apparaît essentiel pour E&D d'expérimenter des actions communes avec les Universités. Plusieurs pistes seront approfondies :

- Le renforcement des liens entre E&D et les services des relations internationales ;
- La présence accrue d'E&D au sein des parcours à la thématique « Solidarité Internationale » ;
- La coopération interuniversitaire et les partenariats qu'E&D a déjà pu nouer avec d'autres universités à travers le monde.

Enfin, ce renforcement de l'assise territoriale d'E&D ne pourra se faire sans le renforcement de ses ressources humaines dédiées, qu'elles soient volontaires, bénévoles ou salariées (cf. partie IV).

A titre indicatif, cette orientation prévoit ainsi que la présence d'E&D sera renforcée dans une dizaine de région à l'horizon 2022.

B. Devenir l'interlocuteur de jeunesse incontournable des pouvoirs publics sur les questions de Solidarité Internationale

Du fait de son histoire et des enjeux développés, E&D occupe aujourd'hui une place particulière au sein du milieu de la Solidarité Internationale. Structure « par et pour les jeunes », à la fois porte-parole des initiatives associatives des jeunes et des étudiant·e·s que le réseau accompagne, et incubateurs de pratiques innovantes, E&D a investi depuis ces dernières années plusieurs espaces considérés comme des espaces pertinents de plaidoyer et d'influence (détaillés en partie IV).

Cet investissement a permis de renforcer la crédibilité et la légitimité des actions de SI et d'ECSI menées par E&D et ses membres. Cependant, si E&D est aujourd'hui fortement associé sur les questions de jeunesse, quels que soient les espaces, il lui reste encore à démontrer sa capacité à porter une analyse critique globale des enjeux de Solidarité Internationale. C'est là la finalité de cette orientation stratégique, qui fixe ainsi plusieurs objectifs prioritaires :

- Produire une parole de jeunes engagé·e·s et une analyse critique sur les enjeux transversaux et structurant de la Solidarité Internationale ;
- Ce faisant, renforcer la capacité d'E&D à porter des messages forts sur ces enjeux auprès des pouvoirs publics et des institutions, françaises et internationales ;
- Par l'innovation et la valorisation, impulser de nouvelles pratiques exigeantes de Solidarité Internationale, inspirées des pratiques des membres et du réseau.

Pour ce faire, en s'appuyant sur l'existant, E&D identifie plusieurs principes et moyens d'actions lui permettant de répondre à des objectifs. Tout d'abord il est nécessaire qu'E&D, en s'appuyant sur les savoir-faire et les pratiques de ses membres, développe une analyse fine des enjeux de Solidarité Internationale, notamment ceux identifiés en préambule. Au-delà d'inspirer par cette analyse les actions de ses membres, il est de fait nécessaire qu'E&D identifie une ou plusieurs thématiques lui permettant de développer des messages forts à destination des pouvoirs et institutions publiques. Ces problématiques et propositions pourront être de plusieurs ordres :

- Thématiques et/ou transversales : modèle de développement, transversalité des enjeux climatiques, place de la jeunesse et des jeunes, etc.
- Organisationnelles et syndicales : évolution de financements, formes et reconnaissance des engagements dans les parcours, structuration du milieu associatif, etc.

Avec des enjeux forts et problématiques identifiés, E&D pourra ainsi développer des campagnes de plaidoyer institutionnels, lui permettant ainsi d'influencer les décideurs politiques sur ces sujets. Pour se faire, E&D, en plus de développer ses

capacités d'analyse et d'identification de problématiques, devra également se renforcer sur :

- Sa capacité à mobiliser son réseau, entre autres via le numérique, sur les sujets portés ;
- Sa capacité à imposer ses sujets dans l'espace médiatique, quel qu'il soit. Cela passe notamment par le développement d'une vraie stratégie de communication et relations presse (cf. partie IV) ;
- D'une manière plus globale, sa capacité à sensibiliser l'opinion publique au sens large sur ces sujets.

E&D sera ainsi en mesure de renforcer le crédit apporté aux messages portés, notamment auprès des pouvoirs publics.

Enfin, il est nécessaire de renforcer les stratégies d'alliances avec des partenaires stratégiques et secondaires, et de renforcer l'implication d'E&D au sein des espaces d'influences (détaillés en partie IV). Plusieurs principes d'action peuvent être posés :

- Rechercher la complémentarité dans les partenariats, et ce à plusieurs niveaux : thématiques (champs de la Solidarité Internationale et de l'action associative étudiante par exemple), territorial (échelles régionales, nationales, européennes et internationale) et organisationnelles (pluralité dans les types de partenariat) ;
- Viser la diversité des espaces d'influence investis et fixer des objectifs clairs au degré d'implication défini. Cela passe là aussi par une implication à différentes échelles territoriales ;
- Travailler l'implication des associations membres, au premier lieu les administrateur·trice·s, dans le suivi et l'évaluation de ces partenariats et ces implications ;
- Enfin, assurer la cohérence des postures et des messages portés et veiller à la redevabilité de ce suivi vis-à-vis des membres du réseau.

C. Accompagner et accélérer les parcours d'engagement dans la SI des jeunes et des étudiants

Mission historique du réseau E&D, menée depuis sa création, celle-ci a cependant grandement évolué depuis 1993. D'une part, les besoins des jeunes et des associations étudiantes de solidarité internationale se sont transformés. D'autre part, les finalités visées par les actions de formation ont changé. Tout ce travail s'est d'ailleurs concrétisé lors de la création de la charte pédagogique d'E&D en 2014, processus qui venait finaliser un travail minutieux de réflexion sur les pratiques et les démarches d'E&D en matière d'accompagnement et de formation. Dans ce contexte,

et plus que jamais, il apparaît essentiel pour E&D de continuer à revendiquer son caractère d'association « d'Education Populaire ».

Cela passe notamment par une constante adaptation des outils et des démarches utilisées, afin que ceux-ci répondent à la fois aux besoins identifiés au sein des associations membres, aux grands enjeux identifiés du contexte et aux valeurs que souhaite – dans ce contexte – inspirer le réseau E&D auprès de ses membres et au-delà. Ce faisant, il est nécessaire de fixer les objectifs prioritaires suivants :

- Renforcer les actions de formation-accompagnement à destination des membres d'E&D, et au-delà : porte d'entrée principale du réseau, les actions de formation en sont de véritables leviers de changement pour les participant·e·s ;
- Etre garant de la charte pédagogique, dans son utilisation et ses évolutions possibles : plus qu'une méthode, elle affirme des valeurs qu'il convient de porter ;
- Développer le savoir-faire d'E&D en matière d'outils : espace de production et de création, notamment en matière de pratiques et d'approches d'ECSI, E&D doit consolider la valorisation de cette expertise et travailler à sa diffusion ;
- Anticiper les enjeux du numérique : les transformations qui en découleront ont et auront un impact non négligeable en matière de démarche citoyenne et de Solidarité Internationale, qu'il conviendra d'analyser et d'intégrer dans les parcours d'accompagner ;
- Renforcer la diversité des parcours d'engagement des jeunes en Solidarité Internationale : si la mobilité apparaît encore aujourd'hui comme réservée à certains, il essentiel de favoriser l'engagement de toutes et de tous dans des démarches de Solidarité Internationale.

Les enjeux sont nombreux, mais plusieurs réflexions en cours viendront alimenter et favoriser la mise en œuvre de principes et moyens d'actions. Tout d'abord, il apparaît essentiel de continuer à positionner la structure et ses parties prenantes dans une démarche permanente d'apprentissage. C'est une clé importante d'amélioration continue des pratiques, permettant ainsi au réseau d'être constamment en capacité de répondre aux différentes évolutions.

Par ailleurs, il semble important de continuer d'affirmer la singularité des actions d'accompagnement portées par E&D. Mues par un véritable esprit d'Education Populaire, elles sont essentielles dans la reconnaissance du réseau et de son savoir-faire, et en sont l'un des éléments constituants de sa légitimité et de sa plus-value. Elles alimentent par ailleurs la réflexion, et permettent là aussi au réseau d'évoluer dans ses pratiques.

Enfin, il conviendra de développer ou de renforcer des partenariats, au vu des objectifs prioritaires cités, notamment sur deux thématiques :

- Celle du numérique : de nombreux acteurs, comme Animafac, ont développé des approches et une réflexion pertinente sur les enjeux liés. Il apparaît évident qu'il sera nécessaire de s'appuyer sur cette expertise pour développer les savoir d'E&D en la matière ;
- Celle des jeunes et des étudiant·e·s les plus éloigné·e·s de l'engagement : sans vouloir forcément répondre aux injonctions extérieures de diversité, il apparaît cependant important de favoriser l'engagement du plus grand nombre, notamment les jeunes et les étudiant·e·s éloigné·e·s de ce genre d'engagement. Il apparaît donc nécessaire, à la fois de réfléchir à l'adaptation éventuelle des parcours d'accompagnement proposés afin qu'ils puissent être plus accessibles, mais aussi à développer des partenariats stratégiques avec des structures et des prescripteurs d'opinion permettant de mobiliser un public plus large.

D. Développer les actions internationales d'E&D

Volet le plus récent des missions d'E&D, les actions internationales se sont néanmoins fortement développées depuis 2010. Plusieurs partenariats internationaux stratégiques se sont développés et ont été noués – comme avec le ReLAIS et le Carrefour Associatif – et deux dispositifs de mise en lien et de renforcement de dynamiques jeunesses à l'international ont été développé : le dispositif du Carrefour des Projets (CdP) et le programme Etudiants et Citoyens (E&C). Par ailleurs, plus récemment, de nouveaux partenariats ont été amorcés, comme avec UniverSud – Liège ou encore le Tunisian Forum for Youth Empowerment, ouvrant ainsi des perspectives sur l'Europe et le bassin méditerranéen d'une manière plus générale.

Répondant à une demande forte des associations du réseau, et à un mandat donné par Animafac, ces actions internationales ont aussi renforcé la légitimité et la crédibilité d'E&D en tant qu'acteur de Solidarité Internationale à part entière, notamment vis-à-vis des bailleurs et des autres acteurs du milieu. Ce faisant, il semble opportun de développer plusieurs objectifs prioritaires pour cette orientation stratégique :

- Consolider et développer les dispositifs internationaux existants. Le CdP et le programme E&C n'en sont plus au stade de l'expérimentation, et il convient ainsi de les faire monter d'échelle, notamment en étendant le CdP à d'autres pays (un objectif indicatif de 6 structures partenaires en 2022 est fixé), et structurant davantage la dynamique Etudiants et Citoyens (la création d'une structure marocaine autonome étant elle aussi un objectif indicatif pour 2022) ;
- Renforcer les partenariats internationaux actuels, dans l'objectif à la fois de continuer des échanges structurants mais aussi de développer de nouveaux projets novateurs communs ;

- Construire des partenariats à l'échelle européenne : face à nos enjeux communs, la mise en place de partenariats d'envergure à l'échelle européenne, et avec nos autres partenaires internationaux, apparaît un levier important de déconstruction des actions de « coopération internationale » orientée « Nord-Sud » ;
- Développer des partenariats avec des organisations de jeunesse des zones géographiques de plus en plus plébiscitées par les organisations membres comme l'Amérique Latine ou l'Afrique anglophone, en vue d'expérimenter de nouveaux dispositifs avec ces structures, voire de les intégrer aux dispositifs existants. Il s'agit là aussi de diversifier les partenariats existants.

Le monde est vaste, et il sera bien sûr complexe de structurer à court-terme un grand nombre de partenariats internationaux divers. Il sera nécessaire d'identifier des opportunités et d'échanges permettant de rencontrer de nouveaux partenaires, tout en continuant de consolider les partenariats existants. Plusieurs principes et moyens d'action sont identifiés à ce stade. Tout d'abord, E&D développera au sein des activités en France plusieurs actions à caractère international. De la simple invitation sur un événement, à la co-construction d'une rencontre pluri-acteur du Carrefour des Projets, cette démarche demeure un levier essentiel de renforcement de liens entre jeunes engagé·e·s d'ici et d'ailleurs

Par ailleurs, E&D consolidera et renforcera son implication au sein de programmes internationaux importants. L'histoire récente a montré que ceux-ci étaient de formidables vecteurs de rencontres et d'échange, dont sont tirés la plupart des partenariats internationaux actuels d'E&D. S'il conviendra de continuer à s'impliquer dans les Programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA) dans lesquels E&D est engagé à ce jour, voir identifier de nouveaux PCPA, il semble également essentiel de faciliter l'implication d'E&D dans différents séminaires et forums internationaux, qui sont des espaces facilitateurs de rencontres, en fonction des opportunités et de leur pertinence pour les missions du réseau.

Enfin, en accord avec les principes que porte le réseau, il apparaît essentiel de continuer à s'appuyer sur les différents dispositifs facilitant la réciprocité des échanges (comme l'engagement de service civique, détaillé dans la partie IV). D'une manière plus globale, le réseau continuera à mettre en œuvre des démarches exigeantes de Solidarité Internationale avec ses partenaires internationaux, fondés sur plusieurs valeurs :

- La co-construction et la réciprocité des échanges,
- La co-responsabilité,
- Une approche participative et des stratégies évolutives communes,
- Une démarche interculturelle forte, levier d'un partenariat équilibré.

4) Organisation et Moyens

A. Gouvernance

a) L'existant

E&D se compose comme suit dans sa gouvernance :

- Conseil d'Administration (CA) / Bureau → Salarié.es/volontaires en service civique
- Bénévoles

Le CA est composé de 16 associations membres du réseau, tournant de moitié tous les deux ans, du membre permanent, Animafac et du membre parrain Solidarité Laïque, dont le mandat est de trois ans renouvelables. Le bureau, émanation élue parmi les membres du CA se compose comme tel : Présidence, Vice-présidence (3 maximum), Secrétariat général et Trésorerie.

E&D apparaît comme un réseau au fonctionnement horizontal et participatif, la communication interne est efficace au niveau de l'équipe et des volontaires. E&D recherche sans cesse de nouvelles dynamiques, d'amélioration des outils et de la capitalisation sur les activités menées.

Ce mode de fonctionnement génère un réel sentiment d'appartenance, une identité forte, pour un réseau vaste à tous les niveaux de la gouvernance. L'esprit d'équité et de solidarité amenant à une vraie transparence se ressent au niveau de la communication, du soutien et de l'esprit d'équipe.

b) Renforcer le sentiment d'appartenance et la culture d'évaluation auprès des membres et du CA

Le confortement et la stabilité de cette gouvernance tiennent en plusieurs éléments : les administratrices·teurs du réseau sont en grande majorité des étudiant·e·s, il faut donc compter que les emplois du temps variés de chacun·e et s'adapter à un *turn-over* important. S'il faut pouvoir sans cesse s'adapter, s'assurer d'un accompagnement de toutes et de tous, ce *turn-over* permet néanmoins de redynamiser sans cesse le Conseil d'Administration.

E&D pourra imaginer de nouveaux moyens, ou renforcer l'existant sur tout ce qui concerne l'appropriation collective de ses messages et enjeux par ses membres. À ce titre, renforcer la culture d'évaluation, afin d'évaluer besoin, évolution et capacités des associations du CA et membres, apparaît comme un moyen pertinent. La question d'ouvrir certains espaces comme les commissions ou les groupes de travail aux non administrateur·trice·s avait déjà émergé en 2016 et pourra être de nouveau envisagée et travaillée.

De même, le dynamisme et l'implication professionnelle des salarié·e·s et volontaires ne fait aucun doute. Cependant, les moyens ne sont pas toujours à la hauteur des espérances, d'un point de vue financier et ressources humaines. C'est un point sur lequel E&D restera vigilant. Le déploiement régional mais aussi international sera source de nouveaux recrutements, si et quand le modèle et le contexte économiques le permettront.

Le volontariat en service civique à E&D est une des réponses sérieuses à la volonté de renforcer les activités. E&D voit dans le volontariat une opportunité d'accompagner de manière renforcée des parcours d'engagements. En effet, si ce type d'engagement a pu tourner pour beaucoup de structures comme une opportunité d'emploi caché, E&D défend l'idée de valoriser cet engagement comme ce qu'il a été voulu à la base : un accompagnement et une construction commune des missions de la personne engagée, des projets professionnels au sortir du volontariat, un vrai espace d'actions et de créativité.

c) Le numérique

Le recours au numérique, déjà bien réalisé au sein de la gouvernance continuera de se présenter comme un véritable atout dans la communication interne, la mobilisation, les passations de savoirs et les échanges. Il pourra être, entre autres, un moyen de renforcement du suivi des accompagnements personnels et collectifs.

B. Espaces d'influences et d'implications

a) Du local…

E&D est investi depuis de nombreuses années dans plateformes et réseaux régionaux, nationaux et internationaux. Cela lui permet d'asseoir sa légitimité, tant par la complémentarité, la diversité et la cohérence de ces investissements.

E&D souhaite pouvoir se donner les moyens d'investir davantage les universités et les campus, afin de toucher un plus large public et sortir de « l'entre soi ». Pour ce faire, E&D pourra développer différentes stratégies d'alliance, de partenariats : renforcer, déployer ou créer. Cela peut se traduire par différents moyens :

- Capitaliser sur ses ancrages territoriaux déjà forts, même s'ils mériteraient de toujours s'élargir et de se diversifier. Cet ancrage se traduit par les présences d'animateurs·trices dans 5 grandes villes en 2017, mais aussi par ses investissements dans des collectifs et réseaux régionaux de SI et d'ECSI.
- Poursuivre ses partenariats existants avec des universités ou des groupements d'université, ainsi qu'avec ses partenaires historiques disposant de tels ancrages – avec Animafac en premier lieu.
- Développer/relancer de nouveaux partenariats avec des structures jeunesses (maison de quartier), mairies, etc.

- Développer le côté événementiel. Cela implique de renforcer et développer les partenariats « grands médias ». Si la dynamique s'enclenche doucement, comme par exemple la convention signée, en 2017, avec un média comme Radio Campus Paris, elle devra prendre de l'ampleur. L'attention devra être portée sur les messages, leurs compréhensions. Cela passera aussi, de facto, par le numérique :

Il sera nécessaire de continuer le développement et la bonne utilisation du site internet, qui permet aujourd'hui une communication externe et interne bien plus claire. En effet, sa construction propose déjà une compréhension plus simple du réseau et de ses enjeux pour le public le plus large possible. L'enjeu d'augmenter sa notoriété trouve ici de nouveau toute sa place. Son espace Membres permet une mise en lien entre associations qui n'était pas de fait sur le précédent site. L'idée de plateforme collaborative pourra ressortir comme un véritable outil d'interaction et de renforcement du sentiment d'appartenance.

b) … A la rue…

Toucher des publics habituellement éloignés est un véritable enjeu pour toutes les structures engagées dans l'ECSI. Si des espaces comme le Festival des Solidarités se pensent comme une réponse concrète, E&D pourra expérimenter et développer d'autres actions et activités d'interpellation et de sensibilisation dans l'espace public, notamment « la rue ». Cette thématique a fait l'objet d'un travail de recherche et de partage d'expériences lors d'une journée de travail organisée par EDUCASOL en février 2017. E&D propose déjà lors des Wiki-Weekend ou de l'Université d'Eté des formations et des techniques permettant de porter des messages au plus grand nombre dans l'espace public (street art, lightpainting, théâtre de l'opprimé, podcast radio, etc). Ces temps et ces espaces sont un moyen existant que E&D pourra pérenniser, renforcer et déployer.

c) … à l'international.

E&D bénéficie d'une vraie légitimité en tant qu'administrateur de Coordination Sud. Ses compétences sont reconnues, en témoigne son rôle clé dans l'initiative de création de la commission jeunesse et solidarité internationale, ainsi que la place importante qu'elle y occupe. Cette légitimité devra constituer une vraie opportunité de porter la voix du réseau, notamment en renforçant les liens et en développant de nouveaux espaces d'investissements.

C. Modèle économique durable

a) Ouvrir largement la recherche de fonds vers le secteur privé

E&D dépend principalement de financements publics, notamment du principal bailleur, l'AFD, avec qui E&D renouvelle des financements pluriannuels depuis mi 2000. À ce titre, le projet d'E&D est dépendant des fonds publics qui ne vont pas en augmentant. Si E&D dispose d'une vraie crédibilité auprès de ces mêmes bailleurs, cette dépendance et ce manque de financements privés (autofinancement, absence de campagnes de dons, de donateurs internationaux) constituent une vraie faiblesse sur la stabilité économique de l'association.

Le travail de la commission modèle économique a permis de poser les bases d'un vrai travail de recherche de fonds privés (fondations, entreprises), sur lequel l'équipe est en mesure de mobiliser. Si le temps manque toujours du côté opérationnel pour rechercher et multiplier les demandes de subventions, les compétences et la structuration sont déjà là.

Le secteur privé offre de vraies possibilités autres que des apports financiers : le mécénat de compétences ou encore de l'apport en nature sur des événements par exemple. La possibilité de toucher et de mobiliser des entreprises qui souhaitent ré-orienter leur image marketing vers plus de solidarité (par exemple Naturalia) ne devra pas être négligée. Ce secteur sera mobilisable dans l'optique où E&D restera très attaché à l'éthique de ses financements. Des entreprises ont déjà fait la démarche de se rapprocher d'E&D des efforts pourront être poursuivis en ce sens.

b) Labellisations et reconnaissances

La démarche de labellisation IDEAS vient d'être engagée. D'autres labellisations, certifications sont à envisager. Non seulement pour ancrer la légitimité du réseau mais pour l'ouvrir à la possibilité de recueillir des dons (reconnaissance d'intérêt général, de bonne gestion et de bonne gouvernance).

D. Partenariats

E&D dispose d'un ancrage, d'une reconnaissance et de partenaires forts au niveau local, national et international. E&D peut compter sur Animafac, avec qui s'opère une vraie réciprocité à l'échelle régionale et nationale. Ses dispositifs comme le PIEED ou le Carrefour des Projets permettent non seulement de construire ou de pérenniser des partenariats solides, mais aussi de promouvoir une vraie culture du partenariat équitable, chère au réseau.

Si la multiplicité et la diversité de certains partenariats sont une force, l'attention doit être portée sur un nombre peut-être parfois trop important, ce qui rend la compréhension et l'utilité de certains parfois non évidente pour l'équipe et les administrateurs·trices.

La structuration régionale et son déploiement sont un objectif fort à long terme. Il devra passer par un renforcement de l'existant afin de multiplier les actions en régions, dans l'optique de toujours rester dans de la qualité et non de la quantité.

De même, E&D a pour vision de renforcer et de toujours plus élargir ses actions à l'international. Si de nouveaux partenariats ont émergé notamment auprès des Belges d'UniverSud, le rapprochement de réseaux jeunesses européens ou internationaux pourra continuer de permettre des espaces d'échanges de pratique et de tissage de liens.

Enfin, E&D saura compter et favoriser les échanges avec ses membres qui se professionnalisent.

Annexe 1

B. Le contexte social et économique, et son évolution : tout ça en annexe

a) Mondial

Le monde est-il « en crise » ? Si « la Fin de l'Histoire » ne semble absolument plus aujourd'hui d'actualité, il est pour autant compliqué d'affirmer que le monde dans lequel nous vivons soit entré dans une période de turbulences semblables à celle que connurent nos parents et grands-parents au XXème siècle. Certes, les conflits et les crises semblent se multiplier : panne des dispositifs de redistribution des richesses, pauvreté endémique, pressions croissantes sur les ressources naturelles et les matières premières, gouvernance mondiale brouillée, extrémismes et montée des conflits violents, populismes et relance de politiques de réarmement en de nombreux endroits de la planète.

Et le quotidien, c'est aussi celui de l'urgence climatique. Depuis 2014, le monde a connu trois années consécutives lors desquelles les records de chaleur ont été battus tour à tour. Le réchauffement climatique questionne profondément les modèles de développement, de production et de consommation. Il constitue un facteur démultiplicateur des tensions et crises déjà en cours. Le temps est compté en la matière et il est urgent d'engager les transitions indispensables des modèles pour freiner l'emballement climatique annoncé.

Mais dans ce contexte sombre, il apparaît pourtant important de rappeler que jamais le monde n'a été aussi solidaire. S'il est possible de citer – avec des limites – l'adoption en 2015 de deux accords multilatéraux majeurs, celui des Objectifs de Développement Durable (ODD) et celui de la COP 21, qui fixent des caps ambitieux de réduction de la pauvreté et de lutte contre le changement climatique, il apparaît essentiel de rappeler le rôle primordial de la société civile, et au premier lieu des associations, dans la construction d'un monde plus juste et plus solidaire. Et les exemples sont nombreux : « en Birmanie […] ou au Burkina Faso, la société civile informelle ou organisée, souvent soutenue par la solidarité internationale, a été au cœur de transitions démocratiques visibles et a constitué un tissu permettant plus de résistance aux chocs de ces bouleversements. »[13]

b) L'Europe et la France

Cette analyse du monde interpelle, dans une moindre mesure, le contexte français et européen. Moins touchés par le réchauffement climatique – à moyen-terme – alors que parmi les principaux responsables de celui-ci, l'Europe et la France ne sont pour autant par épargnés par toute une série de problématiques sociales et économiques : un taux de chômage, notamment des jeunes, important stagnant, des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres qui s'accroissent, un possible délitement du lien social dans certaines zones quand d'autres le voient se maintenir

[13] Manifeste de Coordination SUD, 2017

voire se renouveler, et certainement, pour la première fois depuis longtemps, cette impression « que les nouvelles générations vivront moins bien que les précédentes ».

Ces tendances ont de sérieuses conséquences. Du repli identitaire à la perte de confiance dans le système démocratique et politique tel qu'il est construit – tous deux caractérisés par une montée importante dans le débat public de l'extrême droite – en passant par un renforcement des frontières limitant la libre circulation des êtres humains, le tout éclaboussé par de nombreux scandales (évasion fiscale, violences policières, etc.), les sociétés européennes – et particulièrement la société française – apparaissent aujourd'hui comme en pleine mutation.

Et pourtant, là encore dans ce contexte sombre, on assiste ici et là, à la « volonté de reprise par les citoyens de sujets sensibles […], ainsi qu'une capacité à se rassembler autour d'une cause ou d'une indignation partagée [...]. Les citoyen·ne·s à l'instar des « indigné·e·s », des « Nuits Debout » n'ont plus envie d'être enfermé·e·s dans les formes traditionnelles de représentation et de mobilisation »[14].

Cette reconfiguration des acteurs et actrices, de leur pouvoir d'agir et des liens d'interdépendance qui les unissent ou les opposent, ici et là-bas, sont aujourd'hui – dans leur analyse – des facteurs-clés permettant d'appréhender le monde tel qu'il sera à l'horizon 2030. Ce sont de fait des éléments qu'il convient de comprendre afin d'orienter les actions d'Etudiants & Développement.

c) Tendances et points de rupture identifiés

Coordination SUD a mené un travail prospectif qui visait à « présenter un état des lieux des grandes lignes de transformations actuelles du monde mais aussi des projections hypothétiques d'évolution du contexte de la coopération à 15/20 ans, entraînant des bouleversements pour les acteurs de la solidarité internationale »[15]. E&D a été pleinement impliqué dans le processus, et identifie au sein de son propre projet associatif les quelques tendances et points de rupture suivants :

- L'obsolescence de la représentation N/S

Affirmant depuis longtemps que « le Sud n'existe pas », il apparaît clairement que la dichotomie Nord-Sud ne sera plus l'Alpha et l'Oméga des processus de Solidarité Internationale. L'apparition et la montée en puissance de nouveaux acteurs et nouvelles actrices, publics et privés, la transformation des modes de gouvernance (du local à l'international), et la diversification des sources de financement, dans un monde « multi-polaire » ou « a-polaire » rendront cette notion peu structurante et pertinente pour analyser les enjeux. En outre, les inégalités s'appréhenderont à la fois à l'échelle locale et internationale, rendant caduque la notion de « pays en voie de développement ».

---

14 Projet Associatif, EDUCASOL, 2017-2022

15 Prospective 2030, Coordination SUD, 2016

- Le creusement des inégalités

Dans cette lignée, il apparaît plausible de croire que si le niveau de pauvreté à l'échelle mondiale diminuera, s'appuyant sur la redistribution des richesses et la solidarité citoyenne les inégalités continueront à croître dans le même temps. Les classes moyennes se développeront, et les Etats, dans des processus de transformation de la gouvernance mondiale, seront moins à même de mettre en œuvre de politiques publiques visant à réduire ces discriminations, dans un contexte de globalisation accrue et d'affaiblissement des Etats-Nations. S'en découleront alors des transformations profondes des formes de travail, ainsi que des modes de vie.

- La multiplication et interdépendance des crises

Dans un monde en reconfiguration, il y a fort à parier que celui-ci connaîtra une période de multiplication, des crises dans les 15 à 20 prochaines années. Celles-ci seront de tout ordre : politiques, économiques, environnementales, démographiques (notamment avec une augmentation de la population estimée à presque 9 milliards d'êtres humains, répartis de façon inégalitaire) conflits armés, ayant de multiples conséquences (affaiblissement de l'Etat de Droit, creusement des inégalités, ou encore migrations forcées). Dans un monde globalisé, celles-ci seront de plus en plus interdépendantes, obligeant les acteurs de Solidarité Internationale à repenser leurs modes d'intervention et leurs pratiques, afin d'œuvrer à un renforcement des capacités de résilience des populations qui seront les premières concernées.

- Les impacts progressifs du changement climatique

Le seuil de +2°C de température à l'échelle mondiale par rapport à l'ère préindustrielle sera très certainement atteint à la moitié du XXIème siècle. Les conséquences de ce réchauffement climatique impacteront fortement et de plus en plus (mais de manière différenciée), les différents pays du globe, aggravant d'autant plus les inégalités et phénomènes cités précédemment. Conscient de la nécessité de repenser les modèles de production et de consommation, tous les acteurs et actrices (et au premier rang desquels les associations) devront œuvrer à la mise en place de transitions écologiques et politiques permettant de faire face à l'un des enjeux majeurs de ce millénaire.

- L'accélération des mouvements migratoires

Phénomène historique, E&D affirme la nécessité de sortir des préjugés et mythes qui l'entourent. Réfutant la dénomination de « crises migratoires » - lui préférant dans le contexte actuel la problématique de « crise de l'accueil des migrant·e·s.» – E&D rappelle que les principales migrations sont internes en pays (on parle de « déplacements »), et entre pays voisins – l'Afrique étant le continent le plus concerné par ce phénomène, loin devant l'Europe – et sont motivées par de multiples raisons (économiques, politiques, culturelles et cultuelles, etc.). Il apparaît clairement aujourd'hui que les migrations et leurs flux vont être amenées à augmenter dans les 15 prochaines années : exodes massifs de réfugié·e·s et déplacé·e·s, migrations économiques ou encore migrations intra-pays en voie de

développement. Loin d'être une problématique, ces migrations doivent être pensées dès à présent comme de formidables leviers de renforcement des liens entre les peuples à l'échelle mondiale, en valorisant les apports de tout type (sociaux, culturels et économiques) qu'elles peuvent avoir.

- Les nouvelles formes de mobilisation citoyenne

Dans un monde où tout se transforme, il semble judicieux de penser que de nouvelles formes d'engagement apparaîtront, notamment des jeunes, qui représenteront la part la plus importante de la population en 2030. S'appuyant sur l'essor du numérique, dont l'usage sera devenu universel, ces nouvelles formes d'engagement, voir ces nouveaux acteurs, réinventeront leur rapport au politique et à la citoyenneté. Les citoyen·n·es pourront s'impliquer sur les enjeux globaux et diriger la réponse politique et sociale à travers une combinaison de mobilisations virtuelles de masse, manifestations de grande ampleur (organisées simultanément sur la planète) et d'élection de nouvelles et nouveaux leaders.

- L'émergence d'une société civile mondiale

Ce faisant, il est probable de voir émerger dans les 15 à 20 prochaines années une société civile mondiale plus structurée qu'aujourd'hui. Celle-ci, s'appuyant sur la transformation des modèles de gouvernance à l'échelle mondiale (appuyée par la multiplication des types d'acteurs et de leur pouvoir d'agir, face à la déliquescence des Etats Nations) n'en perdront pour autant pas en complexité. La diversité des enjeux, des problématiques et de contextes auxquels seront confrontées ces sociétés civiles à travers le monde rendront complexe la création d'un mouvement citoyen cohérent à l'échelle mondiale, en tout cas à court-terme. Pour autant, la multiplication des échanges contribuera au renforcement des acteurs et actrices citoyennes, quels qu'ils soient, et à l'imposition des thématiques qu'ils portent au sein de l'espace public et politique.

Annexe 2

Des projets étudiants dans la lignée des ODD

Les actions que mènent les associations étudiantes et jeunes de SI s'inscrivent complètement dans l'agenda post-2015 et les Objectifs de Développement Durable que celui-ci se fixe. Outre, les principes inscrits dans la charte d'E&D qui intègrent pleinement les enjeux sociaux, économiques, environnementaux et climatiques les actions des associations de jeunes et d'étudiants de SI s'inscrivent plus spécifiquement dans les ODD suivants :

- ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
- ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges
- ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein
- ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production durables
- ODD 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat

Une approche qui s'inscrit dans la stratégie « jeunesse » 2015 du MAEDI

Dans son document d'orientation 2015 en matière d'action extérieure de la France, le MAEDI se fixe comme 6ème objectif de donner aux jeunes les moyens d'être acteurs du changement. Ainsi, la France souhaite « favoriser l'engagement citoyen de la jeunesse », pensé comme vecteur « d'épanouissement et d'émancipation », via le « renforcement des capacités des associations des pays en développement – en particulier des mouvements de jeunesse – ainsi que l'échange et le partage d'expérience entre les acteurs de la société civile français et étrangers ».

A ce titre les associations étudiantes et jeunes françaises contribuent tout à fait à l'ouverture et l'émancipation des porteurs de projets qui les constituent. Par une démarche d'engagement volontaire et originale, de nombreuses associations étudiantes innovent aujourd'hui en matière de projets et d'activités de SI et d'ECSI menés. Loin de l'image « amateur » qui pouvait être la leur il y a quelques années, de plus en plus d'associations gagnent aujourd'hui en pertinence et contribuent à des changements positifs sur les territoires sur lesquels elles interviennent.

Enfin, il faut noter que la typologie des porteurs de projets jeunes se diversifie depuis plusieurs années. Majoritairement étudiants au début des années 2000, E&D remarque qu'aujourd'hui de plus en plus de jeunes engagés dans des actions de SI et d'ECSI – directement en tant qu'acteurs ou indirectement en tant que bénéficiaires – n'en sont pas, voire pour certains sont très éloignés de ces considérations. On constate ainsi une diversification réelle des origines sociales des jeunes engagés.